

Extraits de

LA REVUE CIVIQUE

le nouveau lien des acteurs citoyens

- ▶ Édito « Fracture civique » (Printemps-Été 2011)
- ▶ Notre sondage avec IPSOS et notre proposition (octobre 2010)
- ▶ Pascal Perrineau « *Les ressorts d'un mal français* » (Hiver 2011-2012)
- ▶ Brice Teinturier « *Une trappe à défiance* » (Printemps-Été 2010)
- ▶ Dominique Schnapper « *La sclérose démocratique* » (Automne-Hiver 2010)

Fractures civiques (bis)...

► **L'ÉCART SE CREUSE**: nous l'évoquons en octobre dernier, à l'Assemblée Nationale, avec les meilleures analyses réunies par la *Revue Civique*: Pascal Perrineau, Brice Teinturier, Jean-Paul Delevoye, Alexandre Jardin, Renaud Dély, Yves Thréard, Laurent Joffrin, Gérard Leclerc... Chacun apportait son regard mais le constat dominait: entre citoyens et dirigeants (politiques, économiques, médiatiques), comment ne pas voir le risque de « fracture »? Même si, comme le montre ce numéro largement consacré au « civisme d'entreprise », de nombreuses et utiles initiatives portent la « société civile ».

► **LE BAROMÈTRE DU CEVIPOF**, en début d'année, a mesuré l'ampleur aggravée de la fracture (cf. les deux pages suivantes et p 90). Le rendez-vous électoral de l'année — des cantonales- a ensuite battu tous les records d'incivisme électoral et de détachement citoyen, manifestant aussi, ce qui n'est pas sans lien, une nouvelle montée de l'extrême droite.

► **CETTE CONSULTATION SYMPTÔME** n'a produit aucun sursaut. Avez-vous vu la droite ou la gauche, détenteurs du pouvoir ou opposants, se mobiliser pour définir un vaste plan de réhabilitation de l'acte civique, des institutions publiques et des principes de la République sur lesquelles tout devrait reposer? Non, chacun a vu midi à sa petite porte partisane et boutique, ne voulant voir le risque de séisme.

► **L'EXTRÉMISME PROSPÈRE** sur la déliquescence civique, le doute culturel et les dégâts sociaux liés aux crises. Ni la gauche, ni la droite, ni le centre n'ont su marginaliser les démagogues, exploiters des misères du monde. Certains « sondologues » et esprits cyniques ont même préféré agiter le chiffon rouge. L'étranger redevient une proie facile. Après l'hiver d'une « identité nationale » mal cadrée et l'été des Roms boucs émissaires est venu le printemps 2011 d'immigrés légaux et d'un islam « dangers ». De père en fille, les démagogues du FN en redemandent: boulevard pour 2012!

► **LES RÉVOLUTIONS ARABES**, événements historiques, interrogent notre indifférence au vote et nos crispations identitaires. Certes, il faudra bien plus d'un printemps pour que l'arc arabo-musulman, du Maghreb à l'Asie, puisse disposer des urnes que nous boudons. L'espoir de Tunis va-t-il souffler à Alger, Téhéran, Damas ou... Pékin? A l'heure où ces lignes s'écrivent, la dictature vacille à Tripoli. On peut donc rêver. Et observer les variations de l'espoir: désabusé et frileux au Nord, vif et ardent au Sud, de notre Méditerranée.



JEAN-PHILIPPE MOINET

UN SONDAGE IPSOS POUR LA REVUE CIVIQUE

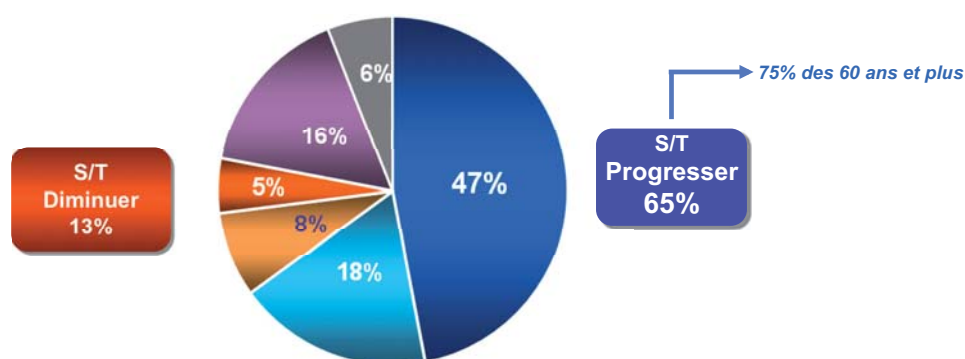
CIVISME, INCIVISME : NETTE OPINION

En octobre dernier, la *Revue Civique* prenait l'initiative d'un débat sur « la fracture civique », organisé à l'Assemblée Nationale avec la participation de brillants analystes, allant de Pascal Perrineau à Alexandre Jardin et Jean-Paul Delevoye, en passant par Laurent Joffrin, Yves Thréard, Gérard Leclerc, Renaud Dely ou Bernard Emsellem. A cette occasion, un sondage IPSOS (pour la *Revue Civique*, le Médiateur de la République et Voisins solidaires), permettait pour la première fois de mesurer l'opinion des Français sur le civisme, et l'incivisme. Avec cette première question, obtenant une réponse massive : une très large majorité – de 65 % - estime que, ces dix dernières années, l'incivisme a progressé dans la société française. Ils sont même 47 % à estimer qu'il a « fortement progressé ».



Deux Français sur trois pensent que l'incivisme progresse

Question : Diriez-vous que depuis ces dix dernières années,
l'incivisme dans la société française a tendance à ...



© 2010 Ipsos

DÉFINITION DU CIVISME PAR LES FRANÇAIS

LE RESPECT DES AUTRES, EN TÊTE DES RÉPONSES

Mais quelle est la définition du civisme pour les Français ? Quelle valeur porte ce terme générique qui peut avoir autant de définition que de citoyens ? Le sondage IPSOS a proposé six réponses aux personnes interrogées et, surprise, les réponses classiques – voter, participer à la vie publique... – arrivent en dernières positions. En revanche, le « respect des autres » (du voisin, de toute personne quel que soit son âge, son sexe, son origine...) arrive largement en tête des réponses. Belle définition du civisme, avec « le respect des règles » de vie collective. Score très honorable aussi pour « le respect des emblèmes et valeurs de la République ». « Respect » se conjugue avec République.



Le civisme passe avant tout par le respect des autres

Question : Faire preuve de civisme, pour vous, c'est avant tout...



© 2010 Ipsos

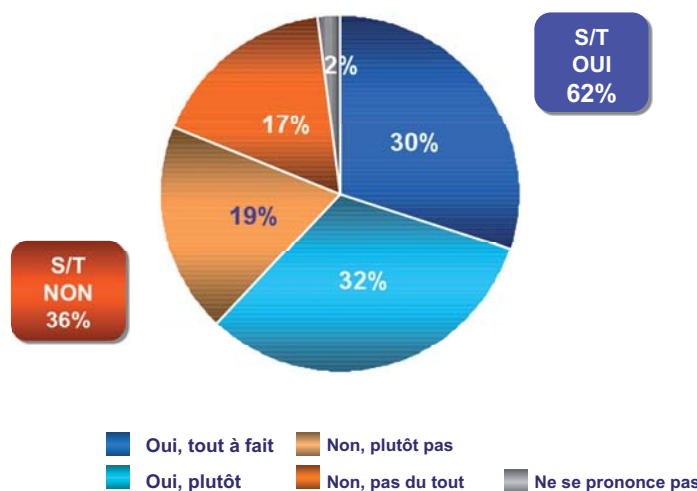
UNE PROPOSITION PLÉBISCITÉE PAR LES FRANÇAIS POUR UNE JOURNÉE DE CONSULTATION

Les Français boudent parfois les urnes mais n'ont-ils rien à dire? Preuve qu'il y a plus une « crise de l'offre » politique que de la demande, les Français applaudissent l'idée – avancée par la *Revue Civique* – d'organiser chaque année une grande journée de consultation nationale, au cours de laquelle ils s'exprimeraient sur une série de questions concrètes et importantes. La démocratie représentative est bien sûr légitime mais la démocratie participative mériterait d'être développée en France. Cette grande journée serait l'occasion, pour les politiques, de faire œuvre de pédagogie sur les grands sujets et, pour les citoyens, de s'exprimer sur les sujets de société ou de réforme, qui les regardent.



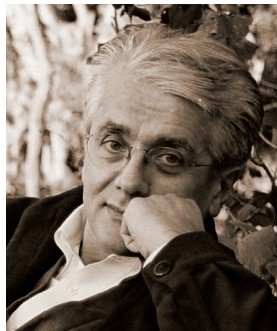
La mise en place d'une journée nationale de consultation des Français est jugée efficace par plus de 6 Français sur 10

Q : Certains proposent de créer chaque année une journée nationale de consultation des Français sur les grands enjeux et débats de société, sous la forme d'un référendum consultatif. Cette proposition vous semble-t-elle efficace pour intéresser davantage les Français aux grands débats et enjeux de société ?



L'ANALYSE DU PESSIMISME FRANÇAIS

PASCAL PERRINEAU : LES RESSORTS D'UN « MAL FRANÇAIS »



PASCAL PERRINEAU,
politologue,
Directeur du CEVIPOF.

Le Directeur du CEVIPOF (centre d'études de la vie politique française) analyse les raisons profondes qui limitent, depuis longtemps, la « culture de la réforme » en France et qui alimentent à la fois le pessimisme français et une forte « défiance politique ». Extraits de ce texte de Pascal Perrineau, publié par la revue *Le Débat*, qui donne d'utiles clés d'explications, historiques et culturelles, pour comprendre la situation tendue dans laquelle se trouve aujourd'hui l'opinion française.

Un diffus sentiment d'impuissance et de pessimisme caractérise l'opinion française¹, sentiment qui se nourrit de la nostalgie de la « puissance d'antan ». Ce pessimisme, plus prononcé dans notre pays que dans tout autre du monde occidental, est sans doute une des étapes du « travail de deuil » que les Français doivent faire vis-à-vis de cet « être cher et exceptionnel » qu'était la France « grande puissance ». Tout comme la mélancolie accompagne parfois le deuil au plan individuel, le pessimisme va de pair avec la perte du statut de « grande puissance ». Il y a là un des ressorts fondamentaux du pessimisme franco-français, qui peut nourrir d'ailleurs les nostalgiques de « l'éternel retour »² dont le Front national est un producteur prolifique. Pour reprendre les catégories de Mircea Eliade, il y a en chacun de nous un homme archaïque, qui refuse « son histoire » et pour qui le temps est celui du mythe d'un « âge d'or » perdu, et un homme moderne qui accepte l'histoire nouvelle. En France, le premier homme fait de l'ombre au second [...].

La culture révolutionnaire. Une deuxième nostalgie taraude l'esprit national. C'est celle de la culture révolutionnaire ou de ce que François Furet appelait la « passion révolutionnaire » qui trouve sa matrice dans la Révolution française et fonde une vraie « culture

politique inséparable de la démocratie, et comme elle inépuisable, sans point d'arrêt légal ou constitutionnel: nourrie par la passion de l'égalité, par définition insatisfaite ». Cette passion révolutionnaire entraîne une « haine de soi » et développe « cette capacité infinie à produire des enfants et des hommes qui détestent le régime social et politique dans lequel ils sont nés, haïssant l'air qu'ils respirent, alors qu'ils en vivent et qu'ils n'en ont pas connu d'autre »³ [...].

Le très fort potentiel protestataire qui caractérise l'opinion publique française, particulièrement à gauche, est un témoin du legs de cette culture révolutionnaire. Par exemple, en décembre 2010, 50 % des personnes interrogées déclarent qu'elles « sont prêtes, en ce moment, à participer à une manifestation pour défendre leurs idées », elles sont 95 % chez celles qui se situent très à gauche, 67 % à gauche mais aussi 46 % à l'extrême droite et 35 % à droite⁴.

Cette imprégnation d'une culture de protestation radicale est d'autant plus profonde qu'elle est entretenue par « l'attraction exercée par la pré-

3 François Furet, « La passion révolutionnaire au xx^e siècle. Essai sur le déclin du communisme », *La Révolution française*, Gallimard, 2007, p. 951.

4. Baromètre de confiance politique Cevipof/ Institut Pierre Mendès-France (deuxième vague réalisée par l'institut Opinionway du 7 au 22 décembre 2010 auprès d'un échantillon de 1 501 personnes représentatif de la population française âgée de plus de dix-huit ans et plus et inscrite sur les listes électorales).

1. Voir le numéro de la revue *Le Débat* d'oct.-nov. 2011.

2. Mircea Eliade, *Le Mythe de l'éternel retour* [1949], Gallimard, « Folio essais », 2001.

tendue nécessaire et salutaire utopie : soit le rêve en politique, le refus de dépendre, pour reprendre une formule devenue lieu commun à force d'être répétée, des performances du CAC 40 ou du Dow Jones »⁵. Cette implantation pérenne d'une « culture révolutionnaire » engendre ainsi une déception structurelle et permanente qui contribue à éclairer l'ampleur du pessimisme français et entretient cette croyance excessive et naïve des Français que l'action politique peut bouleverser leur existence collective. Guy Hermet parle de « cette foi récurrente en la capacité d'un dirigeant, d'un parti ou de la gauche en particulier à changer la vie, ainsi que l'avait promis François Mitterrand en bon prêtre de cette religion de la crédulité citoyenne »⁶.

L'impossible culture de la réforme.

Cette culture révolutionnaire va de paire avec une réticence assez forte des Français vis-à-vis de la culture de la réforme. Dans son ouvrage fameux sur la « société bloquée », Michel Crozier revenait sur les grandes caractéristiques du système bureaucratique à la française hérité d'une longue histoire de centralisation étatique et d'un système de pouvoir autoritaire et concentré⁷. Ce système marqué par la centralisation extrême des décisions, la distance entre les instances hié-

rarchiques, la faiblesse des processus de participation et de consultation, la passivité et la résistance des échelons inférieurs et l'incapacité à s'adapter aux demandes sociales a entraîné un blocage de l'État et de la société, et un retard par rapport au changement de l'environnement post-industriel. Même si cela n'a pas empêché la réalisation de réformes, celles-ci ont été éclatées, non délibérées, sans visibilité d'ensemble et non-assumées. La puissance publique a le plus souvent préféré présenter les réformes comme étant imposées par le contexte international ou bien par les directives européennes⁸. La réforme reste en France souvent « honteuse », présentée comme une contrainte plus que comme un choix.

La tétanie du « modèle français ».

Cette rigidité française devant l'adaptation au nouvel ordre du monde est particulièrement sensible dans le défi que la mondialisation lance au « modèle français ». La première mondialisation des années 1849-1914 avait vu se mettre en place un espace mondial des échanges de matières premières, de productions agricoles et industrielles qui avaient porté les révolutions industrielles des grandes puissances impériales parmi lesquelles figuraient la Grande-Bretagne et la France. La deuxième mondialisation qui s'épanouit pleinement à partir de 1989 voit le centre de gra-

5. Marc Lazar, *Le Communisme, une passion française*, Perrin, 2001, pp. 218-219.

6. Guy Hermet, *L'Hiver de la démocratie ou le Nouveau Régime*, Armand Colin, 2007, p. 74.

7. Michel Crozier, *La Société bloquée*, Éd. du Seuil, 1970; *Le Phénomène bureaucratique*, Éd. du Seuil, 1971.

8. Pepper D. Culpepper, Peter A. Hall, Bruno Palier (sous la dir.de), *La France en mutation 1980-2005*, Presses de Sciences-Po, 2006.

tivité du monde migrer vers les pays émergents. Dans cette lente dérive du centre du monde, la France et les Français se sentent marginalisés et craignent de plus en plus l'ouverture aux grands vents du dehors. Dans l'enquête réalisée par le CEVIPOF en décembre 2010, une majorité de personnes interrogées (40 %) estiment que « la France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui », 27 % considèrent quelle « doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui », 32 % choisissent « ni l'un, ni l'autre »⁹. La demande de protection renforcée, et même de fermeture, est majoritaire chez les ouvriers (55 %), chez les personnes en bas de l'échelle des diplômes (54 %) et les électeurs lepénistes (79 %). Ce monde globalisé d'aujourd'hui qui est rejeté, ressemble de moins en moins à la France et à son « modèle ».

« VAGUE À L'ÂME »

Cette dysharmonie entre le visage du monde et celui de la France est particulièrement difficile à vivre dans un pays à vocation universaliste qui avait pris l'habitude d'imaginer, comme le disait le général de Gaulle dans ses *Mémoires de guerre*, « la France [comme] réellement elle-même qu'au premier rang ». Le malaise français et le pessimisme qui l'accompagne ont quelque chose à voir avec la difficulté de l'universalisme français à trouver

sa place dans une position dominée au sein d'un monde globalisé. L'universalisme américain, même contesté, reste dans une position dominante et n'est donc pas atteint du même « vague à l'âme » que l'universalisme français [...].

La défiance politique. Ces doutes et ces inquiétudes françaises, qui s'installent tôt dans les consciences, s'inscrivent dans un mouvement plus large de défiance politique et de montée du cynisme politique. La France connaît, comme bien d'autres démocraties, un profond mouvement de « déficit politique »¹⁰. Cette crise est cependant plus amplifiée qu'ailleurs dans la mesure où la déception est à la hauteur de l'investissement que les Français avaient pu faire dans la politique lorsqu'ils étaient nombreux à croire qu'elle pouvait changer la face du monde. Dans les années 1960 et 1970, les électeurs de droite comme de gauche avaient foi en une politique dont la « geste nationale gaullienne » émouvait les premiers et dont la version « utopique-alternative » mobilisait les seconds. Ces deux cosmogonies de l'univers politique français se sont dérégées, puis effondrées. Pourquoi ?

La globalisation économique, la tertiarisation de la société et la laïcisation du politique ont rendu caduc le rêve gaullien comme l'utopie socialiste. Le vieux clivage entre la gauche

9. Sondage Baromètre de confiance politique..., cité note 3.

10. Pippa Norris, *Democratic Deficit. Critical Citizens Revisited*, Cambridge University Press, 2011.

et la droite qui organisait la perception de la vie publique est considéré comme usé: en décembre 2010, 56 % des personnes interrogées déclarent « n'avoir confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner le pays » dans les prochaines années. Dans certains milieux, ce sentiment est ultradominant: 65 % des femmes, 72 % des 25-34 ans, 68 % des employés, 71 % des ouvriers, 73 % des chômeurs pensent de même¹¹ [...]. Dans le passé, il y avait une polarisation de classe qui opposait la classe ouvrière et ses alliés à la bourgeoisie et ses relais. Cette polarisation a laissé place aujourd'hui à un paysage en demi-teinte où les sentiments d'appartenance de classe se sont étiolés et où la bipolarité sociale est entrée en crise sous l'effet de la montée de l'affirmation d'un immense « groupe central » de couches moyennes salariées. Cet affaissement des substrats qui donnaient vie et sens à l'affrontement politique a laissé en déshérence toute une partie de la population qui sait très bien ce qu'elle a abandonné, mais ne devine que très confusément les nouvelles lignes de force du débat politique. Cette crise du politique engendre un profond sentiment de

perte des repères et un pessimisme non seulement de l'intelligence des choses mais aussi de la volonté.

La campagne présidentielle de 2006-2007 qui se déroulait peu ou prou dans le même contexte de pessimisme profond avait su réintroduire de l'espoir et de la confiance. Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal et François Bayrou qui incarnaient, chacun à leur manière, une rupture générationnelle et politique, avaient en partie retissé un lien de confiance et un intérêt qui s'était traduit par une participation électorale élevée (84 %) et une relative faiblesse des candidats de la protestation (10,4 % pour Jean-Marie Le Pen et 5,8 % pour les trois candidats d'extrême gauche). Le moment d'une campagne présidentielle peut être l'occasion de briser le cercle délétère de la défiance et du pessimisme. La tâche ne sera pas facile au printemps 2012. L'espoir d'une rupture a été déçu, les hommes et les femmes qui s'apprêtent à concourir n'ont pas ou plus le même parfum de nouveauté, et l'hydre du pessimisme et de la désillusion a été réactivée par la crise de l'automne 2008 et ses soubresauts inquiétants.

PASCAL PERRINEAU,
Directeur du CEVIPOF.

11. Sondage Baromètre de confiance politique..., cité.

L'OPINION FRANÇAISE AU CRIBLE

BRICE TEINTURIER : “UNE TRAPPE À DÉFIANCE”



78 % des Français estiment « *qu'on est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres* » ! Un résultat consternant, qui nous situe parmi les peuples les plus

méfiantes du monde. Analyse, pour la *Revue Civique*, d'un spécialiste de l'opinion publique, Brice Teinturier, Directeur général délégué d'IPSOS. Responsables politiques et économiques, média et syndicats, observe-t-il, sont « aspirés dans une trappe à défiance ». Le pessimisme vis-à-vis de la crise et de la mondialisation est aussi bien plus fort en France qu'ailleurs en Europe. Même si les Français sont, par ailleurs, satisfaits de leur vie personnelle... Traits et paradoxes de l'opinion publique française, où les insatisfactions concernent la vie collective.

La méfiance des Français à l'égard de leurs gouvernants et le pessimisme qui les caractérise quant à l'avenir sont un thème récurrent de débats, de colloques et de publications depuis bientôt 30 ans. De *la société de confiance* d'Alain Peyrefitte, paru en 1995, jusqu'à *la société de défiance* de Yann Algan et Pierre Cahuc, en 2007, chacun pressent qu'on touche là à une question fondamentale et y va de ses interprétations et souvent de ses préconisations. Récemment encore, la controverse qui oppose Eric Maurin, dans *La peur des déclassés, une sociologie des récessions* (2009) à Louis Chauvel – *les classes moyennes à la dérive* (2006) – est une utile contribution à cette question décisive : pourquoi chez les Français tant de défiance à l'égard de l'autre et de pessimisme quant à l'avenir ?

L'enjeu est fort car la défiance n'est rien moins qu'un frein à l'action. Elle agit comme un filtre, une focale à travers laquelle les prises de position des uns et des autres ou leurs propositions sont réinterprétées au travers d'un acide particulièrement corrosif : le doute ou la peur d'être manipulé. Or, qu'est-ce que la manipulation si ce n'est un processus précis, qui consiste à pousser quelqu'un à

prendre ou à accepter des décisions contraires à son *intérêt*. Dès qu'un sujet a ce sentiment, il mobilise donc une énergie légitime et considérable pour s'y opposer, autour de deux conduites principales : l'inhibition, l'évitement, le repli ; ou la contestation, la colère et la mobilisation. Deux comportements très caractéristiques des Français depuis maintenant 20 ou 30 ans, et très coûteux, tant individuellement que collectivement.

Une méfiance ancienne qui s'enracine dans la relation à autrui

Ce n'est pas la crise qui est à l'origine du mal être français. Certes, fin 2009, l'état psychologique des Français est au plus bas (tableau 2, p. 28). Mais les enquêtes réalisées dans le cadre de l'eurobaromètre montrent que les Français sont, en 2008 comme en 2009 (et en réalité depuis plus longtemps encore), structurellement au 4^e ou 5^e rang des pays les plus pessimistes des 27 pays qui composent l'Union européenne. Et ce doute quant à l'avenir touche toutes les générations, y compris les plus jeunes, contrairement aux images d'Épinal qui voudraient nous faire

croire à un optimisme quasi biologique ou béat de la jeunesse.

En réalité, la défiance française s'enracine profondément dans la relation à l'autre : au pays de Descartes, c'est-à-dire de l'individu triomphant et du doute, 78 % des Français estiment *qu'on est jamais assez prudent quant on a affaire aux autres* et 21 % seulement *qu'on peut faire confiance à la plupart des gens*. (tableau 1, p. 28)

Un résultat consternant au plan mondial, puisqu'il nous situe parmi les peuples les plus méfiants (tableau 3, p. 29). L'origine de cette attitude psychologique nous est inconnue mais va de pair avec la difficulté des Français, hors circonstance exceptionnelle, à se sentir spontanément et aisément insérés et bien dans un *groupe*. Les enquêtes de climat social et de management aboutissent à cette même conclusion : les salariés français sont plus difficiles que la plupart des autres salariés à faire marcher dans des clous collectifs car leurs ressorts et exigences sont différents.

Une fracture grandissante à l'égard des dirigeants politiques et économiques

De la méfiance à l'égard d'autrui à la méfiance à l'égard de ceux qui nous dirigent et « ceux d'en haut », il n'y a qu'un pas que les Français ont très rapidement franchi. Massivement, ils estiment que *les hommes politiques ne se préoccupent pas de ce que pensent les Français* (tableau 4, p. 29) et ce depuis longtemps. Massivement aussi, ils ne font véritablement confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner le pays (tableau 8), même si la première devance maintenant légèrement la seconde sur la plupart des indicateurs sectoriels. Certes, les dirigeants de proximité (maire, conseillers généraux...) inspirent encore de la confiance mais le rejet global est néanmoins patent. Il est le fruit d'une crise de l'efficacité du politique, qui ne parvient pas à changer le réel et qui dit pourtant à chaque élection qu'il va le faire, qu'il s'agisse du chômage ou de la sécurité.

Cette crise de l'efficacité se double dès lors d'une défiance progressive à l'égard de la parole donnée, puisque les engagements ne sont pas respectés. Mais à cette première raison s'en ajoute une autre, celle de la distance perçue entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas » : non seulement les dirigeants n'y arrivent pas, mais ils donnent le sentiment de

vivre dans une autre sphère, faite d'avantages indus, de salaires importants, d'un mode de vie radicalement différent. Les dirigeants des grandes entreprises subissent le même phénomène et connaissent depuis quelques années rigoureusement les mêmes problématiques d'opinion que les acteurs politiques nationaux. Les media, les syndicats, sont également aspirés dans cette trappe à défiance. On se méfie de ceux qui sont loin de nous et trop hauts, car ils ne peuvent nous comprendre et leurs intérêts ne sont pas les nôtres.

Un avenir économique... derrière nous ? !

A la crise de la représentation s'ajoute des indices de confiance économiques particulièrement faibles. Ancré dans la zone des -57 (tableau 5, p. 30), la défiance économique est forte et touche pratiquement tous les grands secteurs, les déficits ayant achevé de donner le sentiment d'une situation dramatique. Le lien avec l'employeur s'est également fortement fragilisé, notamment dans la fonction publique et dans les grandes entreprises privées : l'équilibre contribution / rétribution s'est détérioré, de plus en

plus de salariés estimant que les intérêts des entreprises et des salariés divergent, ce sentiment étant maintenant majoritaire y compris lorsque la question est posée à propos de l'entreprise ou de l'administration dans laquelle travaille l'interviewé.

Enfin, et l'on touche là à une cause essentielle de ce climat général de défiance, les Français sont le peuple qui, de toute l'Union Européenne, se méfie le plus de la mondialisation et y voit massivement une menace pour nos emplois. Corollaire sans doute, 1 français sur 3 craint de tomber dans la pauvreté et 12 % (soit plus de 5 millions de personnes) de devenir SDF.

Pour autant, une satisfaction de vie personnelle...

Contrairement à certaines allégations, la France ne déprime pas. La dépression est un phénomène précis, qui annihile l'individu dans sa totalité. Or, méfiants et inquiets collectivement, les Français se disent pourtant heureux individuellement (tableau 6, p. 30). Par rapport aux enquêtes mondiales menées sur le

bonheur, ils sont dans une moyenne honorable et se déclarent même un peu plus satisfaits de leur vie que la moyenne des habitants de l'Union Européenne. A cela plusieurs raisons : le sentiment de plus ou moins bien contrôler sa vie, premier facteur de bien-être ou de mal être subjectif, un état de richesse relative qui joue positivement, mais également, un système de protection sociale rassurant et perçu certes comme fragilisé mais encore exceptionnel. Viennent ensuite des facteurs strictement individuels : santé, qualité de la vie en couple, etc. Méfiants et inquiets sur leur avenir collectif, les Français ne le sont donc pas en ce qui concerne leur vie et leur avenir personnel.

Le pessimisme n'est pas exactement la défiance et la défiance ne se superpose pas totalement à l'idée du bonheur ou du bien être subjectif. Ces trois notions sont cependant partiellement liées et en elles se joue un élément central : l'idée de contrôle ou de maîtrise.

Au terme de ce rapide exposé de la défiance française et au-delà de toutes les explications qui peuvent être mobilisées, il nous semble que si les Français sont si pessimistes et méfiants au plan collectif, c'est qu'ils ont le sentiment que la maîtrise de

leur destin collectif leur échappe. La question de la mondialisation est de ce point de vue emblématique : elle est ressentie comme totalement subie et comme porteuse d'une perte de souveraineté, au sens précis du terme : ne plus être en capacité de décider de ce que l'on veut faire. Voire les autres vous imposer progressivement leurs choix. Or, on touche là à la question centrale de ce que l'on appelle en psychologie le locus de contrôle : plus le locus interne d'un individu est fort et plus il regarde son avenir avec confiance, ayant le sentiment que ses succès et échecs dépendent de lui. Inversement, on parle de locus externe chez ceux qui estiment que ce qui leur arrive est dû à des raisons externes. La mondialisation est au plan collectif le locus externe des Français.

La non maîtrise des choses, manifeste et tendancielle

Vis-à-vis des acteurs politiques, cette perte de contrôle est identique : normalement, le contrôle s'établit via l'élection et la possibilité donnée à l'électeur de sanctionner ou de reconduire une majorité, selon que celle-ci a respecté ou pas ses engage-

ments et/ou qu'une alternative plus crédible se fait jour. Or, le sentiment dominant est qu'il n'en est rien : 1983 fait voler en éclat le pacte de la campagne de 1981. Le 26 octobre 1995 met fin au thème de la fracture sociale. La rupture promise en 2007 n'a pas lieu – même si l'on ne peut parler ici de renoncement ou de trahison, Nicolas Sarkozy ayant agi à l'opposé de François Mitterrand et de Jacques Chirac sans jamais théoriser « un tournant ».

Depuis 30 ans, d'excellentes raisons sont donc toujours venues dire que finalement, il fallait oublier ce qui avait été scellé. Ce n'est pas forcément affaire de cynisme de la part des hommes politiques ; c'est manifestement qu'eux-mêmes ne maîtrisent plus grand-chose. Comment alors leur faire confiance ? Comment croire encore que le moment de l'élection est un moment de souveraineté, où le citoyen choisit entre des offres et maîtrise par délégation la direction du pays ?

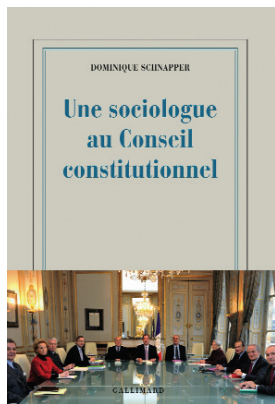
Pour sortir de cette impasse de la défiance et de son coût tant politique qu'économique et humain, il ne suffit pas de faire appel à « des valeurs » ou d'affirmer, comme Kaa dans le livre de la jungle « aies confiance, crois en moi »... La confiance ne se quémande pas, ne se décrète pas et ne se

dit pas. Pour survenir, elle suppose une vision de l'avenir et la présentation d'objectifs précis et clairement définis. L'atteinte d'un premier objectif va alors faire augmenter le taux de confiance en créant une expérience positive, où celui qui sollicite ma confiance a servi mes intérêts. Une deuxième expérience réussie va renforcer ce taux de confiance. Une troisième le densifier encore plus. Etc. C'est donc l'expérience concrète, la preuve d'un résultat atteint et qui sert mon *intérêt*, qui nourrit la confiance à l'égard de l'autre. Dans la sphère politique comme dans la sphère managériale, l'enjeu est donc de redonner cette vision, de tenir des engagements, d'apporter de la preuve et d'orienter le propos et le résultat en fonction de *l'intérêt* du salarié et de l'électeur tout autant que de la collectivité ou de l'entreprise. L'enjeu est aussi de s'appuyer sur un second pilier de fabrication de la confiance, le développement du locus interne des individus et donc, d'organiser un espace qui leur permettent de contrôler eux-mêmes, au mieux, ce qui leur arrive. Le reste n'est que naïveté.

Brice TEINTURIER,
Directeur d'IPSOS

POUR UNE VIGOUREUSE INTERDICTION DU CUMUL

SCHNAPPER DÉNONCE “ LA SCLÉROSE DÉMOCRATIQUE ”



Commentant l'importante réforme qui permet au citoyen d'invoquer l'inconstitutionnalité d'une loi pourtant votée et promulguée, Dominique Schnapper, ancien membre du Conseil Constitutionnel, sociologue et membre du comité de parrainage de la *Revue Civique*, plaide pour une vigoureuse interdiction du cumul des mandats : « avant de faire du *participatif*, il faudrait déjà mettre un terme aux dysfonctionnements de la République représentative. Nous avons une gérontocratie des hommes blancs de l'ENA, qui sclérose la démocratie française. »

Revue Civique : la réforme du Conseil Constitutionnel, qui donne droit au citoyen de le saisir directement, est un élargissement des droits du citoyen. Vous qui avez siégé récemment au Conseil Constitutionnel, quelles sont les perspectives et les dimensions de cette réforme ?

Dominique SCHNAPPER : le Conseil Constitutionnel a d'abord essentiellement été, dans une première phase de la Ve République, un organe de nature politique, saisi pour les questions relatives à l'organisation ou aux relations des institutions politiques. Son rôle était à l'origine étroit, notamment tout au long de la période où le général de Gaulle était au pouvoir. Son rôle s'est élargi en 1974, avec la possibilité pour 60 députés ou 60 sénateurs, donc pour un groupe de parlementaires d'opposition, de saisir cette haute instance juridictionnelle pour juger de la constitutionnalité d'une loi avant sa promulgation. Auparavant, en 1971, une décision fondamentale avait intégré les éléments du préambule des Constitutions de 1946 et de 1958, donc la référence à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, dans le « bloc de constitutionnalité ». Ainsi les grands principes, qui renvoient aux libertés politiques proclamées en 1789 et aux droits sociaux proclamés en 1946, ont fait partie des textes à partir desquels les membres du Conseil Constitutionnel ont pu se prononcer, quand il leur a été demandé d'appré-

cier la constitutionnalité d'une loi. Cet élargissement du champ de référence a été une première étape, très importante.

La réforme récente du Conseil Constitutionnel ouvre un large et nouveau champ de saisine aux citoyens, qui peuvent faire appel à lui. Elle reprend l'essentiel d'un projet élaboré par Robert Badinter, alors président du Conseil constitutionnel, au début des années 1990. Il avait été ensuite repris par le professeur Georges Vedel, quand il a présidé une commission sur la réforme de la Constitution en 1993, puis évoqué par Lionel Jospin en 2001, au moment où il allait entrer en campagne présidentielle. Enfin, grâce aux récents travaux de la Commission présidée par Édouard Balladur sur la réforme de la Constitution, et sur proposition du Président du Conseil Constitutionnel, Jean-Louis Debré, cette réforme a été souhaitée par le Président de la République et adoptée par le Parlement.

Le citoyen n'est donc plus exclu des enjeux autour de la constitutionnalité des lois...

En effet, le citoyen peut, au cours d'un procès, arguer de l'inconstitutionnalité d'une loi (pourtant votée et promulguée) qu'on lui applique et demander la saisie du Conseil Constitutionnel. Quand il s'agit d'un contentieux devant une juridiction administrative, la demande du citoyen remonte au Conseil d'État,

elle remonte à la Cour de Cassation quand il s'agit d'une juridiction civile : les deux Cours suprêmes filtrent les demandes et en apprécient la recevabilité. Ce filtre est utile pour éviter l'encombrement des réclamations, comme c'est le cas par exemple pour la Cour Suprême espagnole, qui est engorgée et donc en situation d'impuissance. Pour la France, après la révolution juridique de 1971 et celle de 1974, nous connaissons une nouvelle révolution juridique, celle de 2010. Même si la saisine est juridiquement conditionnée, c'est une importante ouverture aux droits du citoyen. La saisine du Conseil constitutionnel n'est plus réservée aux politiques.

Ce lien nouveau instauré avec le citoyen aura-t-il des conséquences pour les institutions de la Ve République, leur pratique ?

Juridiquement, la conséquence n'est pas directe. Mais le mouvement d'ouverture aux droits du citoyen est inscrit dans la dynamique démocratique, telle qu'on la voit à l'œuvre dans les autres pays européens. Cette réforme constitue une étape dans le respect de l'État de droit. Il est logique que, même à la demande d'un citoyen, si une loi est jugée inconstitutionnelle, cela immédiatement deux conséquences : soit cette loi est censurée, soit il faut procéder à une réforme constitutionnelle. Le changement est que ce ne sont plus seulement les experts de la politique,

les parlementaires, qui peuvent donner une impulsion en ce domaine, ce sont aussi, désormais, les citoyens eux-mêmes. Cette ouverture est une manifestation de maturité démocratique.



« Un système verrouillé par le cumul »

La France, où la tradition monarchique a encore un poids réel, peut-elle s'engager vers de nouvelles formes d'expression du citoyen ?

Y aura-t-il réforme en profondeur de la démocratie française, je ne sais pas. La tradition, qui provient de l'histoire, a donné à la démocratie représentative, et à la place des assemblées parlementaires, une place prépondérante. Cette tradition a par ailleurs plus ou moins bien cohabité avec une autre tradition française, la centralisation et la personnalisation du pouvoir suprême, qui remonte en effet à la Monarchie et qui a ensuite connu des formes plus ou moins démocratiques, depuis l'époque napoléonienne jusqu'à la Ve République, un régime hybride, mi-parlementaire, mi-présidentiel.

Le Conseil Constitutionnel, dans le cadre de ces traditions politiques, a un rôle d'équilibre démocratique. Ceux qui l'accusent d'intervenir dans

le champ politique ne voient pas qu'il apprécie les lois qui lui sont soumises en fonction du droit, et des grands principes du droit. Les débats dont j'ai été à la fois témoin et acteur l'ont montré. L'idée que les lois votées par le Parlement doivent pour le moins respecter la Constitution et les grands principes qui ont fondé la République est conforme à la hiérarchie des normes sur laquelle doit reposer toute société démocratique. La récente réforme est donc un progrès, un renforcement de notre édifice démocratique.

Mais la place du citoyen dans le fonctionnement institutionnel français vous paraît-elle encore suffisante ?

Je crois beaucoup en la République représentative, mais il est vrai qu'en France elle connaît un certain nombre de dysfonctionnements. Concernant le cumul des mandats, par exemple, je partage totalement l'analyse de Guy Carcassonne. Le cumul des mandats conduit à avoir un recrutement extrêmement étroit, dans tous les sens du terme d'ailleurs, ce qui a pour résultat d'aboutir à un personnel politique plus âgé qu'ailleurs. C'est frappant quand on le compare par exemple avec le système anglais, lieu de la démocratie représentative par excellence, où la génération des personnalités brillantes de 35-40 ans joue un rôle beaucoup plus moteur qu'en France. Dans notre régime, où le cumul sévit, nous aboutissons à un système

gérontocratique, qui empêche mécaniquement aux nouvelles générations de prendre part aux responsabilités politiques assez tôt. Je pense qu'avant de faire du « participatif », il faudrait déjà mettre un terme aux dysfonctionnements de la République représentative. Nous avons une gérontocratie des hommes blancs de l'ENA qui sclérose la démocratie française. Le personnel politique n'a pas nécessairement à être à l'image de la société – l'élection est une délégation de pouvoirs qui réclame des élus des qualités particulières, donc des différences sociales et culturelles – mais, à l'inverse, il ne faut pas que certains groupes se sentent exclus de la représentation politique. Or, c'est ce que risque le système démocratique français qui est verrouillé par le cumul, par la cooptation dans les modes de recrutement des cadres et des dirigeants politiques, trop souvent issus d'un même moule. Les femmes, les jeunes, les gens qui n'ont pas fait l'ENA et les descendants d'immigrés se sentent exclus du monde de la décision politique, et ils n'ont pas tort. Interdire le cumul des mandats libérerait beaucoup de places d'élus. Ce serait une formidable respiration démocratique.

**Propos recueillis
par Jean-Philippe MOINET**